

L'IMPACT DE LA MIGRATION SUR LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX EN EUROPE



Simone Moriconi,
IÉSEG School of
Management,
Université de Lille, CNRS,
UMR 9221 - LEM - Lille
Économie Management



Giovanni Peri,
Université de Californie,
Davis



Riccardo Turati,
Universitat Autònoma
de Barcelona

Lors des récentes élections, les pays européens ont constaté un regain de popularité des partis conservateurs et de droite, dont certains ont réussi à obtenir des postes au sein des coalitions gouvernementales, comme en Italie. Dans d'autres cas, comme en France, bien qu'ils n'aient pas atteint la majorité, ces partis ont obtenu un soutien populaire conséquent et un nombre important de sièges au Parlement.

Alors que l'agenda politique de chaque parti est adapté à leur pays respectif, une caractéristique commune à ces partis est leur message nationaliste fort. Ils s'opposent ouvertement à l'immigration, en particulier en

provenance des pays non membres de l'Union européenne, la considérant comme une menace majeure à la fois pour les bons résultats économiques et pour l'identité culturelle du pays d'accueil. Ces dernières années, la recherche universitaire en économie a tenté de comprendre la transformation sociétale provoquée par l'augmentation des flux d'immigration en Europe. La plupart des études ont montré que les répercussions sur l'emploi et les salaires des citoyens du pays de destination sont limitées en moyenne et dépendent de nombreux facteurs. Les économistes ont également étudié le rôle de l'immigration dans l'évolution des préférences et des résultats politiques.

Dans cet article, nous résumons ce que nous pouvons tirer des résultats de nos recherches sur l'importance de l'immigration par rapport aux résultats des élections nationales qui se sont déroulées dans les pays européens entre 2001 et 2017. Nous distinguons deux répercussions.

La première est la répercussion de l'immigration sur les préférences des électeurs des différents pays. Il s'agit clairement d'une répercussion quasiment immédiate, qui peut éventuellement être influencée par le contact des citoyens avec la population migrante et leur exposition à celle-ci.

La seconde répercussion apparaît plus tardivement, à mesure que les enfants d'immigrants obtiennent le droit de vote et que leurs préférences sont influencées par l'expérience des familles migrantes dans le pays de destination. Dans 95 % des cas, les enfants de familles immigrées établies dans un pays européen d'accueil acquièrent la citoyenneté et le droit de vote aux élections nationales.

LES CITOYENS EUROPÉENS DE SOUCHE RÉAGISSENT AUX RÉCENTS AFFLUX D'IMMIGRANTS...

Certains électeurs peuvent percevoir l'immigration comme un problème, exprimant des préoccupations sur plusieurs de ses aspects. Des inquiétudes peuvent surgir au sujet de la concurrence potentielle sur les marchés du travail ainsi que de la pression qu'elle pourrait exercer sur le système d'État providence et sur les services publics tels que les écoles et les hôpitaux. En outre, le manque d'adaptation des immigrants à la culture et aux normes locales suscite d'autres inquiétudes, souvent alimentées par la couverture médiatique des épisodes négatifs impliquant des immigrants.

On peut donc penser que les pays qui connaissent un essor des mouvements nationalistes sont ceux où la migration est devenue

plus intense. Cependant, un examen plus approfondi des données révèle une situation plus nuancée. En particulier, les répercussions de la migration sur le vote dans les pays d'Europe occidentale dépendent essentiellement des caractéristiques des migrants. En moyenne, nous montrons qu'une augmentation importante de la part d'immigrants peu instruits dans une région augmente considérablement les préférences nationalistes des citoyens en générant un déplacement de leur vote vers les partis conservateurs. Cependant, un afflux de migrants ayant une formation universitaire ou supérieure induit un déplacement inverse du vote vers des partis ayant des programmes politiques socialistes et libéraux.

L'importance relative de ces répercussions opposées dépend des caractéristiques individuelles des électeurs. Les citoyens moins instruits et plus âgés et ceux qui vivent dans les petites villes ont tendance à prendre un virage plus nationaliste en réponse à l'immigration de personnes peu qualifiées que les électeurs plus jeunes et plus instruits ou ceux qui vivent dans les zones urbaines. Il est intéressant de noter que certains de ces électeurs (par exemple ceux qui sont peu instruits) votent beaucoup moins pour les partis nationalistes dès lors qu'ils sont exposés à la migration de personnes hautement qualifiées. L'exposition à des immigrants très instruits semble accroître l'engagement politique et la confiance des citoyens. L'influence des pairs peut également entrer en jeu, car les immigrants hautement qualifiés sont plus susceptibles d'avoir des préférences pro-européennes et pro-mondiales, et ces caractéristiques semblent s'intensifier chez les jeunes électeurs qui y sont exposés.

... ET AUX CONSÉQUENCES POSSIBLES À LONG TERME DE L'IMMIGRATION

L'établissement permanent d'immigrants dans un pays peut exercer une influence durable sur le paysage politique de la prochaine ►

► génération. Les fils et filles d’immigrants, une fois qu’ils ont obtenu le droit de vote, peuvent avoir une influence directe sur les résultats électoraux de leur pays de destination. Cette inquiétude a pris beaucoup d’ampleur lors de la campagne présidentielle française d’Éric Zemmour en 2021, et elle a déclenché un débat animé sur les droits relatifs à la citoyenneté lors des campagnes électorales nationales italiennes de 2022.

Ce groupe d’immigrants de « deuxième génération » représente une part croissante de la population européenne et va gagner une influence électorale considérable dans une génération ou deux. Les pays qui ont un fort héritage colonial, comme la France, le Royaume-Uni et la Belgique, ainsi que ceux qui ont connu une immigration importante dans les années 1980 et 1990, ont également une deuxième génération importante d’immigrants, représentant 5 % à 7 % de la population européenne de souche, et en augmentation.

Un examen des préférences électorales révèle que les immigrants de deuxième génération sont plus susceptibles de soutenir les partis politiques de gauche que les citoyens issus de milieux socio-économiques similaires. En examinant les préférences des immigrants de deuxième génération en termes de politique, nous montrons que la préférence de gauche est motivée par le désir d’un système complet de protection sociale, d’une intégration accrue à l’Union européenne et d’un abandon de l’idée de nationalisme.

Quels facteurs expliquent ces préférences de gauche ? Le pays d’origine des parents, le sentiment de discrimination parmi les immigrants de deuxième génération ou leur niveau d’assimilation mesuré par la langue parlée à la maison ne jouent pas un rôle important. En outre, il n’existe pas de preuve définitive de la transmission des préférences politiques de la première à la deuxième génération d’immigrants. Nos résultats révèlent plutôt un lien intéressant entre l’expérience des immigrants

de deuxième génération pendant leurs années de formation et leurs préférences politiques. Plus précisément, les personnes interrogées, dont le père a connu une situation moins favorable dans son emploi, qui équivaut à un déclassement professionnel dans notre analyse – c’est-à-dire le fait d’occuper des postes exigeant des niveaux de qualification inférieurs par rapport aux études – ont tendance à montrer des préférences de gauche plus fortes. Ce résultat corrobore le point de vue selon lequel les expériences vécues au début de l’âge adulte peuvent façonner des attitudes et des préférences durables.

QUEL EST L’IMPACT GLOBAL ?

Les systèmes politiques des pays européens subissent et continueront de subir les répercussions de l’immigration. Dans l’avenir immédiat, l’immigration de personnes peu qualifiées tend à renforcer le soutien aux partis de droite et nationalistes, notamment en raison des préférences de la population européenne de souche moins instruite. Cependant, lorsque l’on considère les conséquences potentielles sur la prochaine génération, les descendants d’immigrants sont plus susceptibles de changer le paysage politique en faveur des partis politiques de gauche.

L’impact global actuel de l’immigration sur les préférences politiques en Europe, en regroupant ces deux répercussions, révèle un rôle plus important par le biais de la répercussion sur les citoyens européens de souche que par le vote de la deuxième génération. En utilisant l’ampleur estimée des préférences de gauche chez les immigrants de deuxième génération, ainsi que leur pourcentage observé et prévu par rapport à la population totale de chaque pays, les simulations montrent que le déplacement actuel vers l’aile gauche, en raison des immigrants de deuxième génération, est limité lorsque l’on observe les résultats politiques dans la plupart des pays

“L’ÉTABLISSEMENT PERMANENT D’IMMIGRANTS DANS UN PAYS PEUT EXERCER UNE INFLUENCE DURABLE SUR LE PAYSAGE POLITIQUE DE LA PROCHAÎNE GÉNÉRATION.”

d’Europe occidentale. D’autre part, le mouvement vers les partis de droite et nationalistes dans les pays et les régions caractérisés par un faible niveau d’éducation et un afflux élevé d’immigrants peu instruits a été important. Les régions du sud de la France et plusieurs régions italiennes présentent un important déplacement vers l’aile droite en raison de ce mécanisme.

Ce scénario peut changer à mesure que divers facteurs entrent en jeu. La proportion croissante de la population européenne de souche ayant fait des études universitaires, la mise en œuvre de politiques d’immigration axées sur les personnes très instruites, comme la Directive relative à la carte bleue européenne ou le programme de partenariats destiné à attirer les talents, et l’essor progressif des communautés immigrées de deuxième génération sont quelques-uns des facteurs qui pourraient atténuer le soutien politique de l’immigration pour les partis de droite et conservateurs. L’immigration dans son ensemble devrait rester une question politique pertinente lors des prochaines élections européennes de 2024. ■